

# *Du Togo pour la prospérité*

Pierre S. Adjété  
Québec, Canada

**2013 et voici son 13 janvier. Inévitable. Cinquante ans déjà que tout un pays, le Togo, vit à l'ombre de son drame politique fondateur : l'assassinat le 13 janvier 1963 de son premier président de la République Sylvanus Olympio, alors fortement et démocratiquement élu sous la supervision non-suspecte de l'ONU. Le jeune État du Togo indépendant avait à peine 3 ans. Une tragédie humaine durement ressentie par les uns et malencontreusement présentée comme une libération politique par les autres. Et depuis, le tout Togo politique y est figé, sacrifiant même sa prospérité pour déifier deux solitudes, une division continue et un deuil quasi éternel. Cinquante ans plus tard, il est grandement temps de bâtir un consensus national autour de cette problématique : une vocation au pardon telle que celui-ci s'imposerait à la permanente logique de la confrontation. Aujourd'hui, plus personne ne peut valablement dire que l'on ne sait quoi faire. Masques et illusions... À bas!**

Cinquante ans plus tard, le passé du Togo fait toujours problème; ce passé est division et particulièrement animosité. Rien, et absolument rien, n'arrive à ouvrir le Togo et ses citoyens à un autre destin. Même le fils du président Olympio assassiné, Gilchrist –au demeurant peu doué en politique mais longtemps auréolé du capital charismatique de son défunt père en même temps qu'il bénéficiait de la complaisance de nombreux acteurs et même celle de la gente intellectuelle togolaise, va lamentablement échouer dans un sursaut tardif suspecté de trahison suprême et conséquemment accueilli par une ovation de boue. C'était le samedi 17 avril 2010 de son déshonneur public, à la plage de Lomé. Un maréchal désaveu que Gilchrist Olympio tentera de convertir, sans aucune consécration populaire ni résultat politique, en un accord participatif précipité au gouvernement de la majorité présidentielle. Peine perdue, vaine tentative, Togo enlisé.

C'est l'illustration même que tous les déversoirs ainsi que les adversités et autres dissensions, disputes et suspicions inimaginables jonchent toujours le parcours politique du Togo. Autant dans le camp du pouvoir présidentiel que dans le périmètre fluide de l'opposition togolaise et de la société civile l'on cultive, avec des moyens nouveaux, une infusion permanente de la haine ainsi qu'une inégalable adoration du passé. Naturellement, une telle dévotion passiste, une telle logique de l'indignation facile aboutit à un effacement des efforts du présent et de toutes les tentatives de rapprochement des solitudes rivales et des fragments antagonistes qui dominent les institutions, les élites et les citoyens togolais.

Au Togo, diversement, persistent défiances et méfiances, murs et cloisons qui ne sont plus ethniques ou apparaissent de moins en moins sous ce reflet. Heureusement. Les contingences des intérêts du présent et surtout la force de l'éthique commencent ainsi à faire leurs œuvres salvatrices. Désormais, dans l'ère post-ethnique en construction au Togo, les marques distinctives du désarroi politique naissent davantage d'une émanation idéologique difforme et imprécise que

*Du Togo pour la prospérité*

les politiciens, dans leur ensemble, n'arrivent pas à assumer clairement et légitimement dans tout le pays, dans sa diaspora ou devant des partenaires internationaux.

Conviction hésitante, communication insuffisante, improvisation constante, autorité extrême, élégance déficiente, promesses manquées, rupture omise, ce ne sont là que les quelques faiblesses qui retiennent l'inscription du Togo à sa propre prospérité. Une situation qui dure depuis des lustres et commence à semer le découragement face au projet attendu d'une réconciliation nationale effective.

Dans de telles conditions, comment l'avenir du Togo arrivera-t-il avec la contribution enthousiaste d'un plus grand nombre de citoyens? Quoi faire maintenant pour surpasser la damnation togolaise des 13 janvier? Quel effort ultime pour un peuple togolais qui toujours s'accroche à l'espoir d'un avenir autre, après avoir trop souvent été désabusé par tant de fatalités, tant de négociations et tant d'escarmouches répétées entre acteurs politiques?

Sans conteste, dans la réalité inextricable du Togo, la science autant que l'art politique requièrent la bonne foi dans la mise en application d'une rupture et d'un compromis sans équivoque et reconnaissables par tous et de partout.

**Justice, certes. Mais la politique républicaine du Grand Pardon, d'abord.**

Allons droit au but! L'accession du peuple togolais à la dignité de l'histoire, c'est-à-dire l'acceptation de cette histoire, réside dans une visitation positive et résolument rédemptrice de son propre passé. Au pécheur, la rédemption plutôt que la mort ou même la tentation de revanche: « *Va, et désormais ne pêche plus!* »

Justice, certes. Mais Pardon, d'abord! Un Grand Pardon, c'est-à-dire un pardon franc, sincère et de bonne foi. C'est connu à travers les âges, et le cas du Togo vient confirmer cette règle immuable qui favorise l'avènement du changement et de l'avancée des nations: « *Le seul moyen de dépasser la damnation du retour éternel du passé est de recourir à ce qui est justement non conforme et inacceptable, comme la seule condition d'un progrès possible.* » En d'autres termes, faire face au passé politique togolais courageusement, et l'absoudre définitivement à la satisfaction de tout le monde; provoquer le consensus national autour d'une amnistie générale et réparer les préjudices divers dans une politique du Grand Pardon.

En réalité, le Grand Pardon togolais est plus qu'un slogan. Au Togo, le Grand Pardon n'est rien d'autre que le projet d'une société nouvelle, un authentique programme de gouvernement, un véritable plan de développement socio-économique avant d'être un ferment politique nécessaire à la réconciliation et à la confiance; pourvu que la bonne foi et l'éthique soient présentes dans ce nouvel espace public togolais. Toi, institution togolaise, « *désormais ne pêche plus* » : armées, justice, fonction publique, etc. Ainsi se trace la ligne du Grand Pardon au-delà de laquelle se situe l'aire du renouveau politique et du développement socio-économique dans le contexte compliqué de la société togolaise.

Un pays ne peut pas être que rancune exacerbée par la crainte permanente d'une revanche. Le Togo ne peut pas être que méfiance, peur des uns et des autres et risque de règlements de compte comme c'est actuellement le cas. Il est réellement temps de bâtir un consensus national autour de la politique républicaine du Grand Pardon. Il est grandement temps pour le Togo d'opérer sa mue rédemptrice autour d'une visée aussi puissante que porteuse de changement et

*Du Togo pour la prospérité*

d'engagement de tous les ayants cause en faveur du bien-être des populations et de l'émergence même du pays.

Déjà à sa naissance, en novembre 1990, le projet du Grand Pardon était un « *Appel pour un nouveau démocratique au Togo* » tellement vigoureux et pertinent qu'il n'a jamais perdu de son éclat. Des années plus tard, particulièrement en ce 13 janvier 2013 et au-delà, cet Appel ne montre aucune ride et mérite toujours de parader devant toutes les consciences togolaises et celles des partenaires ou amis du Togo :

*« Nous en appelons au patriotisme de tous les Togolais. Qu'ils comprennent qu'il n'existe pas de douleur ni de souffrance qui résiste indéfiniment au temps, que près de trente ans après les dramatiques événements de 1963, l'heure a sonné de tendre les uns vers les autres, les paumes ouvertes de la réconciliation. Nous demandons au Gouvernement, et particulièrement au Président de la République d'admettre qu'en dépit des déclarations officielles, la réconciliation n'a jamais été effective dans notre pays. En conséquence, nous adjurons le Chef de l'État de tout mettre en œuvre pour qu'intervienne au plus vite une véritable union et réconciliation entre les enfants du Togo. Pour ce faire, il doit se surpasser et faire les premiers pas en proclamant une amnistie générale pour tous les délits politiques y compris ceux qui se sont traduits par un recours à la violence.*

(...)

*Nul doute qu'en l'absence du Grand Pardon, les autorités actuelles, hantées par une vengeance aux mille visages, continueront de vivre comme dans un camp retranché et que l'opposition toujours vivace campera elle aussi sur ses positions. Nous souhaitons que cela change. Le Chef de l'État actuel doit être assuré de façon solennelle qu'aucun compte ne sera demandé à quiconque pour la violence politique passée. En retour, nous exigeons la réhabilitation de la Première République Togolaise, incarnée par le Président Sylvanus Olympio et les compagnons de l'Indépendance. La Nation entière sera garante de ce consensus qui sera solennellement proclamé à la face de l'Afrique et du monde. »*

Édem Kodjo, l'auteur de cet « *Appel pour un nouveau démocratique* », par un singulier privilège de l'art du compromis politique, avait versé cette contribution magistrale dans le patrimoine collectif des Togolaises et des Togolais en projetant leur pays, à la fois dans un modernisme et dans un réalisme dont personne n'avait vu l'heure sonner. Depuis, il s'est retiré de la politique active rendant l'esprit de cette étape fondamentale d'autant plus ouverte à toutes les contributions, et à toutes les accélérations et appropriations: « *En tout état de cause, le processus conduisant à la démocratisation doit être accéléré pour répondre à la légitime impatience du Peuple. Sinon, la rupture entre les Autorités et la Nation risque d'être définitivement consommée. Il faut hâter le pas et agir pendant qu'il est encore temps.* » Et il était déjà temps depuis 1990, depuis 2005. En 2013, il est plus qu'urgent d'agir dans la bonne foi et par ce moyen du Grand Pardon qui relève désormais de l'éthique républicaine, le choix de l'acte du bien durable mis en contexte togolais.

### **Derniers Tours de Jéricho ou Premiers Tours d'Agbétiko**

Au Togo, plus personne ne peut valablement dire aujourd'hui que l'on ne sait quoi faire ni par où passer pour faire avancer le pays, encore moins aplanir les divergences et redémarrer tous les enthousiasmes vecteurs du développement partagé. Les portes du Grand Pardon sont restées ouvertes et ne demandent qu'à être franchies dans la bonne foi.

*Du Togo pour la prospérité*

Il en est ainsi que pour allier l'avenir du Togo à sa vocation au pardon, enseignement supplémentaire devrait également être tiré de la double perspective développée dans le discours de Barack Obama sur le leadership et la responsabilisation dans un continent en quête de « *démocraties puissantes et durables* »; c'était à Accra, au Ghana voisin du Togo où une ligne courageusement démocratique avait été tracée après des déboires politiques innombrables connus par ce pays. L'invitation de Barack Obama le 11 juillet 2009 à Accra, était celle de la totale responsabilisation des Africains, un autre « *Appel au renouveau démocratique* » en Afrique : « *Alors ne vous y trompez pas : l'histoire est du côté de ces courageux Africains, et non dans le camp de ceux qui se servent de coups d'État ou qui modifient les constitutions pour rester au pouvoir. L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions.* »

Indubitablement, le Togo a besoin de dirigeants courageux, au pouvoir et dans l'opposition, pour bâtir des institutions fortes au service de sa réconciliation immédiate et de sa pressante prospérité. Et, le Grand Pardon correspond parfaitement au véritable défi du Togo d'aujourd'hui et de demain : l'instauration des institutions fortes par des leaders politiques et administratifs, convaincants et peu hésitants, devant tous les sentiers nouveaux et audacieux qui mènent à une autre logique que celle de la confrontation. À l'insu même de son concepteur, le Grand Pardon saisit la difficile réalité togolaise à bras-le-corps. Il arrache à tous quelque chose : principalement des illusions aux uns, des masques aux autres. Il redonne tout au Togo et à ses enfants : la réconciliation, l'équilibre, la prospérité, l'équité, la dignité.

C'est bien pour cela qu'aux incertitudes et abstinences des *Derniers Tours de Jéricho* doivent valablement se substituer la certitude et la ténacité des *Premiers Tours d'Agbétiko*, une Table de concertation et d'application du Grand Pardon togolais; une véritable et authentique Table de concertation togolaise, en autant que les uns et les autres fassent la démonstration de leur bonne foi dans la conduite de cet inévitable énième dialogue togolais toujours en gestation.

Car, dans l'orgie des vœux de la nouvelle année 2013 au peuple togolais, dans les répétitives litanies au 13 janvier, dans toute la bousculade analytique et événementielle du moment, l'important est trop souvent oublié : soustraire le Togo au contrôle de la haine et de la suffisance politique qui ont conduit le pays à ce point de confrontation; réaliser qu'il est dorénavant impérieux de forger une autre nation togolaise issue d'un tout premier pas consensuel audacieux.

Cette nation nouvelle togolaise n'est pas forcément au bout des années supplémentaires de peines injustifiables qu'elle ne se trouve réellement à la conjonction des volontés et à la croisée des actes républicains fondateurs d'une intelligence politique moderne. Dans les conditions politiques inextricables du Togo, le tout premier de ces actes –comme partout ailleurs où tout est compliqué, demeure la bonne foi du difficile Grand Pardon entre citoyens du même pays. Rien d'autre que cet acte absolument éthique comme il en a toujours été depuis Aristote jusqu'à Mandela. Le Togo n'y échappera pas. Passons donc à l'acte : un Togo nous reste à réinventer.

---

2013-01-08